

**Lever les brevets sur les vaccins
Réquisitionner les capacités
de production!**

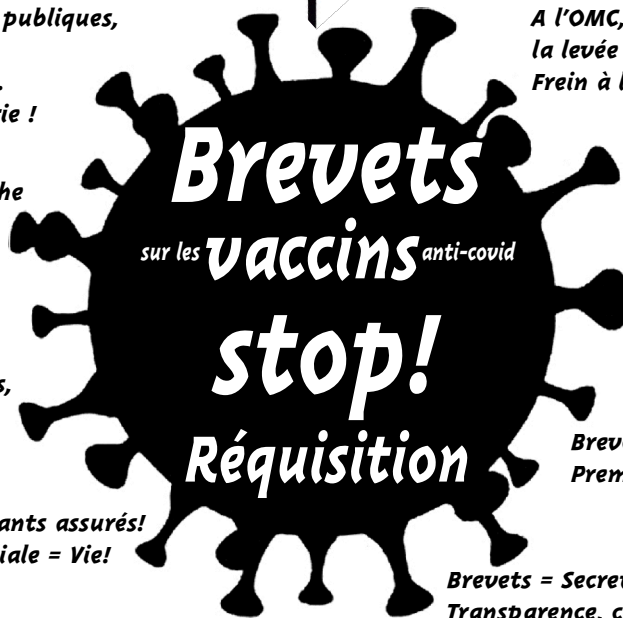


**Pour un accès
universel, immédiat et
effectif de toute l'humanité**

**Sanofi, 1,5 milliards d'aides publiques,
3,8 milliards de dividendes.
Zéro vaccin produit ce jour.
Réquisition contre la pénurie !**

**A l'OMC, Macron, l'UE, les USA refusent
la levée des brevets. Apartheid vaccinal.
Frein à la production des vaccins = Morts !**

**Financement public de la recherche
(USA 15 milliards, UE 2 milliards)
mais brevets et vaccins privés =
Prix hauts et pénurie assurée !
Pfizer, ventes prévues 2021,
20 milliards de dollars.
Moderna, 18,4 milliards de dollars,
Action +372% en 12 mois**



**Vaccinés à une dose, USA 41,5%,
Afrique du Sud 0,5%
Brevets = Prix hauts = Morts !**

**Populations non vaccinées = variants assurés!
Brevets = Morts. Solidarité mondiale = Vie!**

**Brevets = Pénurie de vaccins =
Premiers de corvée non vaccinés !**

**Brevets = Secret Commercial = Défiance vaccinale!
Transparence, contrôle citoyen !**

**Covid, profits pour la finance, pénurie pour les peuples!
Brevets = Morts. Réquisition = Vie !
sources : covidtracker, The Guardian, Le Temps, The Lancet...**

Quarante-sept organisations et plus de cent personnalités ont lancé le 11 février un appel-pétition, avec le soutien de nombreux responsables politiques

- Brevets sur les vaccins : stop !**
- Tous les vaccins autorisés doivent devenir "biens communs" de l'humanité !**
- Réquisition des entreprises pour la production des vaccins et des traitements anti-covid !**
- Contrôle citoyen sur les accords, brevets, essais cliniques, pharmacovigilance, pour des vaccins et traitements sûrs et bien testés !**

Face à la Covid 19, l'urgence immédiate est à la prévention, construite avec la population, au renforcement du système de santé (lits, personnels...), et pas à la peur du gendarme, inefficace. La vaccination est un moyen central pour enrayer la pandémie. Pourtant cette campagne piétine, le gouvernement et les pouvoirs publics ne sont pas en capacité de faire face aux besoins, par manque d'anticipation, mais surtout parce que les laboratoires pharmaceutiques se réservent la possibilité de faire de gigantesques profits grâce aux brevets sur les vaccins autorisés. Cette logique prive les plus démunis et les pays les plus pauvres de vaccins, au risque de l'émergence de variants encore plus agressifs.

Agissons ensemble pour imposer :

- La suspension de l'application des brevets sur les vaccins et les traitements médicaux anti-covid, au profit d'une mutualisation des connaissances, des technologies et la multiplication de leurs transferts, des savoir-faire, de l'augmentation du nombre des producteurs, à l'échelle européenne, et mondiale, sous l'égide de l'OMS.

- Que tous les vaccins autorisés deviennent des biens communs de l'humanité et soient accessibles à l'ensemble des populations mondiales.

- La réquisition des entreprises pharmaceutiques pour la production de ces vaccins et traitements médicaux selon les normes de sécurité et de qualité requises, pour fournir en quantité suffisante et gratuitement les peuples du monde entier et éviter les pénuries.

- Un contrôle citoyen et une transparence totale sur les accords, les essais cliniques, la pharmacovigilance, pour des vaccins sûrs et bien testés, ainsi que la protection des données de santé. L'argent public des citoyens ne peut servir à payer deux fois, lors du développement puis lors de la production et commercialisation, les entreprises pharmaceutiques et ainsi alimenter leurs profits.

- Un Plan d'urgence de vaccination mondiale coopératif, dans le cadre de la politique mondiale commune publique de la santé sous l'égide de l'OMS.

Premier.e.s signataires

ACT-UP Paris ; Agora des habitants de la Terre ; AITEC Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs ; APEIS Association pour l'emploi l'information et la solidarité ; Appel des appels ; Association Ban Asbestos France ; Association Henri Pézerat ; Association pour l'Autogestion ; Association Sciences Citoyennes ; ATTAC France ; CADAC coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception ; CEDETIM Centre d'études et d'Initiatives de Solidarité internationale ; Ceresis la coopérative ; CGT Sanofi ; CNT-SO ; Collectif antisanoifric ; Collectif inter-blocs ; Collectif inter-urgences ; Collectif intersyndical cpmpp6 ; Collectif la Santé n'est pas une marchandise ; Collectif Médicament Bien Commun ; Collectif Médicament-Santé d'Initiatives Capitaléxit ; Collectif National des Psychologues UFMICT-CGT ; Collectif Notre Santé en Danger ; Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité en Haute-saône ; Comité défense santé publique du Doubs ; Comité ivryen pour la santé et l'hôpital public ; Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics ; Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; Europe Solidaire Sans Frontières ; Fédération CGT de la santé et de l'action sociale ; Fédération SUD Santé Sociaux ; Fondation Copernic ; Le Printemps de la Psychiatrie ; Médicament Bien Commun ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ; Mutuelles de travailleurs du Vaucluse ; Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament ; Réseau mondial du Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes (CADTM) ; Résistance sociale ; SUD Chimie Solidaires ; SUD Recherche EPST ; Syndicat de la Médecine Générale ; Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux ; Syndicat Sud Chimie Janssen VDR ; Union fédérale SUD Industrie ; Union Syndicale de la Psychiatrie ; Union Syndicale Solidaire

Premières signatures individuelles

Etienne ADAM (association chômeurs précaires Caen) ; François ALCARAZ (médecin à la retraite) ; Samuel ALIZON (directeur de recherche au CNRS) ; Michel ANTONY (responsable associatif, coordination-convergence-NSed, comité vigilance 70) ; William AUDOUX (secrétaire du syndicat CGT Renault Cléon) ; Marinette BACHE (Résistance sociale) ; Guy BAJOT (professeur émérite de sociologie université catholique de Louvain Belgique) ; Noémie BANES (Présidente du Collectif Inter Urgences) ; Philippe BATIOULIER (économiste université Sorbonne Paris-nord) ; Jérémie BAZART (chirurgien-dentiste pour le conseil départemental de Seine Saint-Denis et la maison d'arrêt Paris-La Santé) ; Francine BELLE-ISLE (Trois Rivières Québec) ; Christian BENSIMON (médecin engagé dans l'humanitaire) ; Cristina BERTELLI (directrice revue et collectif Les périphériques vous parlent) ; Eric BEYNE (ancien porte-parole de l'Union Syndicale Solidaire) ; Philippe BILLARD (militant CGT) ; Pascal BOISSEL (Médecin Psychiatre, psychanalyste, vice-président USP) ; Christian BONNAUD (médecin généraliste retraité) ; Richard BOST (praticien hospitalier retraité) ; François BOURDILLON (médecin de santé publique) ; Marianne BRIFOD (médecin retraitée - Paris) ; Michel CADART (médecin généraliste Avignon) ; Sandrine CARISTAN (chercheuse-Sud chimie- Collectif Antisanoifric) ; JF CARTERY (médecin Caen) ; Dominique CELLIER (Association sciences citoyennes) ; Jean-claude CHAILLEY (Résistance Sociale) ; Remy CHAIX (retraité de l'enseignement) ; Gérard CHAOUAT (directeur de recherche émérite en immunologie) ; Séverine CHAUVEL (Maîtresse de Conférences en sociologie à l'Université Paris-Est) ; Patrick CHEMAIA (psychiatre chef de pôle - Reims) ; Mouchéddine CHERBIB (défenseur des droits de l'homme) ; Bernard COADOU (médecin- co-animateur de l'association La Santé Un Droit PourTous) ; Claire DEHOVE (WOS agence des hypothèses) ; Joel DELEULE (militant associatif) ; Anne DELHAYE (citoyenne) ; Daniel DESME (travailleur hospitalier et médico-social-enseignant en sociologie- retraité) ; Digoy Rachid (président du collectif inter-blocs) ; Marie-hélène DUVERGER (SUD-éducation 76-27) ; Carole ELDIN (Maître de Conférence des Universités-Praticien Hospitalier Service de Maladies Infectieuses et Tropicales IHU Méditerranée Infection Marseille) ; Madeleine ESTRYIN-BEHAR (Epidémiologiste- Ergonomie -Médecin du travail et de santé publique retraitée) ; Bertrand FAVAREL-GARRIGUES (médecin généraliste Bordeaux) ; Sylvie FAYE PASTOR (médecin généraliste) ; Pascal FRANCHET (ex-président du CADTM France) ; Pierre GALAND (sénateur honoraire belge) ; Jean-Claude GARRET (secrétaire fédéral Sud chimie et salarié de Sanofi) ; Philippe GASSER (psychiatre membre du bureau national de l'Union Syndicale de la psychiatrie) ; Maud GELLY (militante Cgt santé) ; Pierre GELOT (membre de l'Association des Familles Victimes du Saturnisme) ; François GEZE (éditeur) ; Delphine GLANCHANT (présidente de l'Union Syndicale de la Psychiatrie) ; Roland GORI (Professeur honoraire de psychopathologie- Président de l'Appel des appels) ; Gérard GOSSELIN (76) ; André GRIMALDI (professeur émérite, diabétologue, CHU Pitié Salpêtrière) ; Gérard GUENIFFEY (retraité Cgt) ; Brigitte JALBERT (Cadre retraitée du ministère de la justice) ; Michel JALLAMION (Président de la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics) ; Antoinette KARLINSKY (Enseignante universitaire retraitée) ; Karim KHEFAOUI (médecin généraliste Marseille) ; Marianne LACOMBLEZ (professeur émérite, Université de Porto) ; Matthieu LAFAURIE (médecin infectiologue à l'hôpital Saint-Louis- Paris) ; Martine LALANDE (médecin généraliste-membre du SMG et du Comegas) ; Sylvie LARUE (Ceresis la coopérative) ; Gerald LE CORRE (responsable santé travail, CGT 76) ; Irène LEGUAY (Infirmière retraitée- ex secrétaire générale de la fédération Sud Santé Sociaux) ; Cécil LHUILLIER (activiste Act-Up Paris) ; Martine LIEBAERT (retraitée ex sanoif citoyenne révoltée) ; Fabien MALLET (coordonateur CGT Sanofi) ; Eliane MANDINE (Chercheur Sanofi -collectif Médicament-Bien-Commun) ; Jean-Pierre MARTIN (Psychiatre de service public) ; Gustave CHAS- SIAH (Initiatives Pour Un Autre Monde) ; Gilles METAIS (psychologue CGT santé et action sociale) ; Guy MOLINIER (militant Act-Up Sud-Ouest) ; Danièle MONTEL (co-auteur de Sanofi Big Pharma l'urgence de la maîtrise sociale) ; Philippe MOREAU (Association Henri Pézerat Travail Santé Environnement) ; José MOREL CINO-MARS (psychologue clinicienne- Montreuil) ; Christian MORIN (secrétaire de l'UL CGT d'Elbeuf) ; Michel MOUREAU (masseur-kinesithérapeute libéral, retraité) ; Françoise NAY (ancienne présidente de la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité) ; Fabrice NICOLINO (journaliste) ; Fabienne ORSI (économiste) ; Bruno PERCEBOIS (pédiatre et militant de Notre Santé en Danger) ; Vincent PETIT (RSS Sud Chimie Estée Lauder Companies) ; Marianne PETIT (médecin centre municipal de santé) ; Ricardo PETRELLA (professeur émérite université de Louvain Belgique) ; Jean PEYREN (coordonateur CGT Sanofi) ; Frédéric PIERRU (chercheur en sciences sociales - CNRS) ; Bernard PRADINES (médecin gériatre) ; Frank PROUHET (médecin généraliste- Syndicat de la Médecine Générale) ; Jean-yves PROULX (Trois Rivières Québec) ; Christophe PRUDHOMME (médecin urgentiste porte parole de l'AMUF- délégué CGT) ; Patrice ROCHE (retraité) ; Loïc ROLDAN (Secrétaire Général syndicat CGT Restauration Rapide 76) ; Daniel ROMÉ (Ceresis la coopérative) ; Anne RONDELET (retraité Bruxelles) ; Willy ROZENBAUM (Professeur, service des maladies infectieuses et tropicales -Hôpital Saint Louis) ; Pauline SALINGUE (CGT CHU Toulouse) ; Patrick SAURIN (syndicaliste Sud Solidaires BPCE) ; Catherine SCHLITZ (Liège Belgique) ; Corinne SIERGE (porte-parole APEIS) ; Patrick SILBERSTEIN (médecin généraliste) ; Nicole SMOLSKI (Praticien hospitalier honoraire) ; Frederick STAMBACH (médecin généraliste rural) ; Eric TAVERT (Trésorier CSE Sanofi Production) ; Nora TENENBAUM (médecin, coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception, NSed) ; Bernard TEPER (co-animateur réseau éducation populaire) ; Annie THEBAUD MONY (directrice de recherche honoraire à l'INSERM) ; Eric TOUSSAINT (porte-parole du CADTM international) ; Eric TRON DE BOUCHONNY (médecin biologiste- Association Henri Pézerat - Saint Nazaire) ; Maya VAIR-PIOVA (Ufas CGT) ; Julien VERNAUDON (praticien hospitalier gériatre - Hospices Civils de Lyon) ; Jean VIGNES (retraité- militant syndical et associatif- ancien secrétaire général SUD Santé Sociaux) ; Philippe VILLECHALANE (porte-parole de l'APEIS, Association pour l'emploi l'information et la solidarité)

Avec le soutien de responsables politiques

Manon Aubry, députée européenne, co-présidente du groupe Gauche Unitaire Européenne ; Clémentine Autain, députée LFI, Ensemble ; Olivier Besancenot, porte-parole du NPA ; Eric Bompard, député européen LFI ; Philippe Bouyssou maire d'Ivry sur Seine PCF ; Eric Coquerel, député LFI ; Leïla Chaïbi, députée européenne, GUE ; David Cormand, député européen EELV ; Béatrice Durand, secrétaire générale de République et Socialisme-Paris ; Pierre Laurent, sénateur de Paris PCF ; Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers, PCF ; Benjamin Lucas, coordinateur national de Génération.S ; Myriam Martin, élue régionale Occitane, Ensemble, LFI ; Jean-Luc Mélenchon, député de Marseille, président du groupe LFI ; Mathilde Pannot, députée du Val de Marne, vice-présidente du groupe LFI ; Jéf Pellissier, Ensemble ; Christine Poupin porte-parole du NPA ; Philippe Poutou, porte-parole du NPA ; François Ruffin, député LFI ; Pauline Salingue éducatrice spécialisée en pédo-psychiatrie, CHU de Toulouse, NPA ; Carole Soulay, préparatrice en pharmacie AP-HP Hôpital Avicenne, NPA ; Pascal Savoldelli, sénateur du Val de Marne, PCF ; Sophie Taillé-Pollian, coordinatrice nationale de Génération.S ; Pierre Zarka, Association des Communistes Unitaires.



brevetsvaccinscovidrequisition@gmail.com
signez la pétition Brevets sur les vaccins anti-covid, Stop! Réquisition :
<https://www.wesign.it/fr/sante/brevets-sur-les-vaccins-anti-covid-stop-requisition-ou-en-scannant-le-qr-code>
suivez-nous sur facebook :
<https://www.facebook.com/Stop-aux-brevets-R%C3%A9quisition-10952548197339/>
signez pour l'initiative citoyenne européenne :
<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

le 28 avril 2020

Not in my name ! Nous contestons à Macron et à l'Europe le pouvoir de refuser la suspension des brevets devant l'OMC, comme ils l'ont fait de novembre 2020 à avril 2021. Au seul bénéfice des actionnaires de Big Pharma! Et cela contre les requêtes du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, sur le modèle des antirétroviraux de 2000 ! Constat criant. Les aspirations des populations et de l'OMS à l'éradication rapide de la pandémie sont broyées! Signez **l'initiative citoyenne européenne Pas de profit sur la pandémie et l'appel pétition brevets stop. Réquisition !**

Ce gouvernement coche toutes les cases du libéralisme : il nous enfume!

Au rythme des 15 derniers jours, l'objectif de vacciner l'ensemble de la population adulte française (52M) ne sera pas atteint avant le 13 janvier 2022 (source Vaccin Covidtracker). 21% de vaccinés à une dose en France, mais seulement 14,6 en Seine-Saint Denis... et 4,2 en Guadeloupe! Et seulement 8,5% de vaccinés à deux doses.

Les brevets de Big Pharma, les préachats de vaccins payés deux fois, une première fois par les subventions publiques à la recherche privée, une deuxième fois par notre sécu ou nos impôts, ont fait triompher l'envol des prix et les inégalités en santé. Les champions de la vaccination à une dose sont USA 42%, Grande Bretagne 49% et Israël 62%. Israël qui vaccine ses populations, mais "oublie" les palestiniens des territoires occupés, sauf ceux qui viennent travailler en Israël! L'OMS appelle à faire du vaccin un bien commun et souligne qu'à la fin de l'année seulement 10% de la population des pays pauvres, qui représente 85% de la population mondiale sera vaccinée. Que 95% des vaccins à ARN, Pfizer et Moderna ont été pré-achetés par les pays riches qui représentent 15% de la population mondiale.

Le mouvement anti brevets ne fait que commencer et déjà des prix Nobels et ex présidents se tournent vers Biden ! En France, Sanofi continue à licencier. Il y a Urgence sanitaire, les décrets Macron du 23 mars 2020 permettent la réquisition des moyens de production de santé indispensables!

Pour éviter la montée des variants, il faut à la fois une circulation virale très basse, grâce aux gestes barrières et à une politique de traçage, construits avec la population, ET un taux de vaccination très haut ET rapide partout dans le monde. Avec SURTOUT un maintien des gestes barrières pour les vaccinés. Pour éviter la sélection de variants d'échappement au vaccin! En effet, si le vaccin réduit de 95 à 100% le risque de formes graves avec hospitalisation, il ne bloque pas complètement le virus. Il persiste un risque, mais diminué, de contamination, de transmission, et donc de sélection!